



Conseil économique et social

Distr. générale
10 juin 2004
Français
Original: anglais

Session de fond de 2004

New York, 28 juin-23 juillet 2004

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Mobilisation des ressources et conditions à réunir
pour éliminer la pauvreté, dans le contexte
de l'application du Programme d'action en faveur
des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010**

Étude sur la situation économique et sociale dans le monde, 2004**

Chapitre I

L'économie mondiale en 2004***

* E/2004/100.

** La version définitive de l'*Étude sur la situation économique et sociale dans le monde en 2004*, sera publiée comme publication des Nations Unies (numéro de vente : F.04.II.C.1).

*** Document présenté en retard aux services de conférence, sans la note explicative exigée par l'Assemblée générale au paragraphe 8 de la résolution 53/208 B, en cas de soumission tardive d'un rapport aux services de conférence.



Résumé

Après des résultats inférieurs à la tendance moyenne, au cours de trois années consécutives, les perspectives de croissance de l'économie mondiale se sont très sensiblement améliorées en 2004. La vigueur de l'économie mondiale demeure cependant affectée par un caractère cyclique, et la phase d'accélération de l'expansion dans la plupart des pays devrait progressivement s'achever au deuxième semestre de 2004. La principale difficulté, pour les responsables des politiques économiques dans le monde, est donc de savoir comment transformer ce retournement cyclique vigoureux en une période de croissance soutenue et robuste à long terme.

L'amélioration des perspectives économiques se fait sentir dans presque tous les pays, mais il demeure certaines disparités entre régions et entre pays. L'économie des États-Unis d'Amérique est également en expansion, et les indications les plus récentes d'une reprise longuement attendue de l'emploi apportent une impulsion de plus, essentielle, à la poursuite de la croissance. La reprise au Japon a été plus vigoureuse et plus tenace que la plupart des analystes ne le prévoyaient, augmentant encore la probabilité de voir l'économie japonaise se sortir d'une période de plus de 10 ans de stagnation et de déflation. Les pays en développement de l'Asie ont encore amélioré leurs résultats, le dynamisme de leur commerce international engendrant autant d'effets synergiques, pour la région, et accroissant le rôle de celle-ci comme locomotive de la croissance mondiale. Cependant, les signes tout récents de surchauffe dans certains secteurs et dans certaines régions en Chine – principal moteur de la croissance dans la région – suscitent des préoccupations. Une augmentation sensible à la fois de la demande et des cours des produits de base a stimulé la croissance dans un nombre grandissant de pays d'Amérique latine et d'Afrique, mais la poursuite des améliorations apportées à la politique économique demeure essentielle pour que ces régions obtiennent durablement des taux de croissance plus élevés, nécessaires à de vrais progrès sur le front du développement. Dans l'intervalle, la plupart des pays en transition, dont l'économie s'était assez bien comportée durant la dernière période de contraction de l'économie mondiale, devraient accroître encore leur taux de croissance pendant la reprise. Par contraste, l'activité économique de la plupart des pays d'Europe occidentale est longtemps restée frappée d'asthénie, bien que l'on constate des signes d'amélioration progressive. Les perspectives économiques dans beaucoup de pays d'Asie occidentale demeurent vulnérables à l'instabilité politique et aux tensions géopolitiques et ces facteurs demeurent aussi les principales sources d'incertitude pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Ces 10 dernières années, les politiques macroéconomiques ont été déterminantes dans la reprise mondiale, mais actuellement, la difficulté, pour les auteurs de ces politiques, est, simultanément, de soutenir un taux de croissance robuste et de maintenir stable le taux d'inflation. En dépit d'une croissance solide à l'échelle mondiale, le produit mondial total reste inférieur à ses potentialités, comme l'indique la faiblesse généralisée de l'emploi. Les taux de chômage demeurent plus élevés que leur minima des dernières années dans la majorité des pays, tandis qu'un taux élevé de chômage et de sous-emploi persiste dans beaucoup de pays en développement. Néanmoins, il est de plus en plus préoccupant de constater des signes nouveaux de surchauffe dans certains pays et secteurs, dont témoignent la

Ces 10 dernières années, les politiques macroéconomiques ont été déterminantes dans la reprise mondiale, mais actuellement, la difficulté, pour les auteurs de ces politiques, est, simultanément, de soutenir un taux de croissance robuste et de maintenir stable le taux d'inflation. En dépit d'une croissance solide à l'échelle mondiale, le produit mondial total reste inférieur à ses potentialités, comme l'indique la faiblesse généralisée de l'emploi. Les taux de chômage demeurent plus élevés que leur minima des dernières années dans la majorité des pays, tandis qu'un taux élevé de chômage et de sous-emploi persiste dans beaucoup de pays en développement. Néanmoins, il est de plus en plus préoccupant de constater des signes nouveaux de surchauffe dans certains pays et secteurs, dont témoignent la forte hausse des prix de nombreux produits de base, l'expansion rapide du crédit dans certains pays et l'augmentation des taux d'inflation dans beaucoup de pays. Dans ces circonstances, les politiques macroéconomiques, dans beaucoup de pays, doivent trouver un bon équilibre, autant que possible, entre une forte croissance et la gestion des risques potentiels d'une poussée d'inflation.

Les politiques macroéconomiques à elles seules risquent de ne pas suffire pour résoudre tous les problèmes que suscitent le chômage et l'inflation. Les politiques visant à réduire les déséquilibres macroéconomiques persistants sont tout autant importantes pour la préservation d'une forte croissance après la reprise cyclique. L'application de ces réformes est tout à fait opportune quand la croissance économique s'accélère, comme c'est le cas actuellement; les perspectives économiques favorables ne devraient pas faire oublier l'urgence des réformes à entreprendre.

Avec la reprise mondiale sont apparus des changements dans la configuration géoéconomique, la Chine et, dans une moindre mesure l'Inde et quelques autres grands pays émergents devenant des forces motrices capables d'animer la croissance économique mondiale. L'émergence, comme moteur de la croissance économique mondiale, des deux pays en développement les plus peuplés au monde qui, ensemble, comptent plus de la moitié des personnes qui, dans le monde, vivent encore dans la pauvreté, a des implications potentiellement profondes pour le reste du monde : elle a réduit et continue à réduire la pauvreté, dans le monde, et à limiter les écarts internationaux de revenus; elle a apporté une impulsion à la croissance de nombreux autres pays en développement; et elle pourrait nécessiter aussi des ajustements structurels substantiels de la part des autres pays, dont certains seront peut-être coûteux.

Bien que la situation économique mondiale s'améliore, certains risques importants persistent. Le renchérissement du pétrole, s'il persiste ou s'accroît encore, devrait ralentir l'économie mondiale et avoir des effets particulièrement défavorable sur les pays en développement importateurs de pétrole les plus pauvres. Deuxièmement, les grands déséquilibres internationaux, qui se traduisent principalement par un alourdissement du déficit des opérations courantes et du déficit budgétaire des États-Unis d'Amérique, ne devraient pas s'estomper avant longtemps. Pour assurer une croissance mondiale plus équilibrée et surtout pour assurer la croissance robuste nécessaire à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans la majorité des pays en développement, les dirigeants, dans le monde, devraient s'acquitter au plus vite des engagements internationaux pris ces dernières années en faveur du développement.

Maintien d'une croissance robuste

Comme on l'avait projeté¹, l'élan de la reprise économique mondiale au second semestre 2003 s'est encore renforcé en 2004 pour gagner de plus en plus d'économies et de secteurs. On prévoit que le produit mondial brut (PMB) croîtra de 3,7 % en 2004 mais de 3,4 % en 2005 (voir tableau I.1).

Pour beaucoup d'économies, la relance, d'abord animée par l'État et/ou par la demande extérieure, a pris de l'ampleur grâce à la demande intérieure². Les bénéfices et l'investissement des entreprises ont fortement repris, surtout dans quelques grandes économies développées mais aussi chez quelques pays en développement. Parallèlement, les taux d'utilisation des capacités ont aussi augmenté continuellement dans de plus en plus de pays. Les cours des actions, bien qu'inférieurs à leur sommet d'une « exubérance irrationnelle », sont dans l'ensemble bien remontés. Par contre, la reprise de l'emploi a été lente dans le monde entier.

Tableau I.1

Croissance de la production et du commerce mondiaux, 1995-2005

(Variation annuelle en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 ^a	2004 ^b	2005 ^b
Production mondiale^c	2,8	4,0	3,7	2,4	3,2	4,0	1,3	1,8	2,7	3 ¼	3 ½
Dont :											
Économies développées	2,4	2,9	3,3	2,6	3,1	3,5	1,0	1,3	2,1	3 ¼	2 ¾
Amérique du Nord	2,5	3,6	4,5	4,2	4,6	3,8	0,6	2,3	3,0	4 ½	3 ½
Europe occidentale	2,4	1,7	2,5	2,8	2,9	3,5	1,6	1,1	0,8	2	2 ¼
Asie et Océanie ^d	2,1	3,4	2,1	(0,6)	0,4	2,7	0,6	0,0	2,5	3	2
Pays en transition	(0,2)	0,2	2,5	(0,5)	3,6	6,5	4,4	4,0	5,7	5 ¾	5 ½
Europe centrale et orientale	6,1	4,4	3,4	2,9	2,1	3,9	2,7	2,7	3,6	4	4 ¼
États baltes	2,9	4,2	8,1	5,8	0,0	5,6	6,9	6,3	7,5	6 ½	7
Communauté des États indépendants	(5,2)	(3,7)	1,4	(4,0)	5,4	9,3	5,9	5,1	7,6	7 ¼	6 ½
Pays en développement	4,7	5,8	5,4	2,0	3,6	5,8	2,3	3,4	4,4	5 ¼	5 ¼
Afrique	3,1	5,3	3,4	3,0	3,0	3,3	3,1	2,9	3,3	4	4 ¾
Asie de l'Est et du Sud	8,2	7,4	6,2	1,3	6,3	7,2	4,0	5,7	6,1	7	6 ¼
Asie occidentale	4,1	4,9	3,9	2,6	(0,2)	5,6	(0,5)	3,1	4,6	2 ¾	3
Amérique latine et Caraïbes	0,5	3,9	5,3	2,4	1,1	4,4	0,4	(0,3)	1,5	3 ¾	4 ¼
Commerce mondial	8,6	5,5	9,2	3,3	5,2	11,5	(0,9)	2,5	5,8	7 ¼	7 ½

¹ Voir *Situation économique mondiale et perspectives 2004* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.04.II.C.2); disponible aussi « World Economic Situation » <www.un.org/esa/policy/index.html> (date d'accès : 14 juin 2004).

² Pour un exposé détaillé sur les perspectives économiques régionales, voir chap. III.

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 ^a	2004 ^b	2005 ^b
<i>Pour mémoire :</i>											
Croissance de la production mondiale pondérée par les PPA ^e	3,5	4,0	4,2	2,6	3,6	4,7	2,3	2,9	3,7	4 ½	4 ¼

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ONU/DAES).

^a Estimations partielles.

^b Révisions fondées en partie sur le projet LINK, Groupe international de recherche sur les modèles économétriques coordonnés par le Groupe de suivi et de l'évaluation économiques du Secrétariat de l'ONU et de l'Université de Toronto.

^c Moyenne pondérée des taux de croissance nationaux du produit intérieur brut (PIB), les coefficients de pondération étant calculés sur la base du PIB aux prix et taux de change de 2000.

^d Japon, Australie et Nouvelle-Zélande.

^e Méthode de pondération des taux de croissance nationaux du PIB fondée sur la parité des pouvoirs d'achat (PPA), utilisée pour convertir en « dollars internationaux » le PIB exprimé en monnaie nationale (voir l'introduction à l'annexe : tableaux statistiques).

L'environnement économique international est devenu plus favorable. Les échanges mondiaux ont augmenté d'environ 6 % en 2003, plus de deux fois plus vite que l'année précédente, et les prix de la plupart des produits de base ont aussi augmenté, dans certains cas fortement. On n'a pas imposé de grandes restrictions aux échanges mais les progrès des négociations de Doha ont été négligeables. Le coût des emprunts sur les marchés internationaux des capitaux a décliné et les flux financiers vers les pays en développement et les économies en transition ont augmenté, surtout grâce à la reprise des prêts bancaires qui ont atteint leur niveau le plus haut depuis la crise financière de 1997 en Asie. L'aide publique au développement a atteint un niveau sans précédent mais ses flux totaux nets ont décliné surtout en raison du remboursement des prêts du FMI.

Les *États-Unis d'Amérique* ont continué d'animer la croissance économique mondiale. Après une reprise remarquable au second semestre de 2003, leur croissance est restée robuste en 2004. L'investissement des entreprises en matériel et logiciel s'accélère, appuyé par une amélioration solide de leurs bénéfices et par des taux d'intérêt plus bas que jamais. Les dépenses des consommateurs continuent de croître fortement. Qui plus est, les exportations, lentes ces dernières années, ont repris. Sur le plan de l'offre, la productivité de la main-d'œuvre a augmenté à un taux exceptionnel et continue de s'améliorer. La reprise de l'emploi a été lente, les progrès de la productivité dus aux innovations technologiques et autres changements structurels ayant peut-être retardé l'embauche mais on a constaté un mieux au deuxième trimestre 2004 et on pense que la situation s'améliorera pendant l'année. Par ailleurs, on s'inquiète de la détérioration de la situation fiscale, de l'aggravation du déficit extérieur et de l'affaiblissement du dollar par rapport aux autres grandes monnaies.

En *Europe occidentale*, à l'exception du Royaume-Uni, l'activité économique reste terne mais on pense que la reprise graduelle va se poursuivre. Jusqu'ici, la faible croissance a été surtout due aux exportations nettes, ainsi qu'à l'augmentation des inventaires et à une certaine reprise de l'investissement fixe; les dépenses des consommateurs ont stagné. La production industrielle s'est beaucoup accrue à la fin de 2003, mais s'est légèrement affaiblie au début de 2004, sa force étant surtout dans les secteurs de la transformation, de l'énergie et des biens d'équipement. Le secteur des services a été bien plus faible. Les résultats des enquêtes montrent que,

après une forte reprise de la confiance dans l'industrie depuis plusieurs mois, des signes de rechute sont récemment apparus, preuve d'expectative quant à l'avenir des affaires. La reprise graduelle continuera de dépendre d'une expansion des exportations et des dépenses d'investissement. On compte que la consommation reprendra mais pas au point d'être un grand facteur de croissance. La lente amélioration du marché du travail, s'ajoutant aux incertitudes découlant des perspectives de réforme des pensions, de la santé et de l'emploi, pourrait amener les consommateurs à épargner davantage, en consommant moins. Malgré l'appréciation de l'euro, qui nuit aux exportations européennes vers les pays dont les taux de change ont suivi le dollar des États-Unis, l'activité mondiale devrait être assez vigoureuse pour susciter une forte accélération des exportations.

On pense que le *Japon* croîtra d'environ 3 % en 2004 grâce surtout à ses exportations, notamment vers les autres pays d'Asie. La reprise animée par la demande extérieure a peu à peu gagné le secteur intérieur, où de plus en plus d'entreprises ont un bilan positif et où leurs dépenses en capitaux s'accroissent vite, leurs bénéfices augmentant fortement; les dernières enquêtes montrent que l'amélioration de l'investissement des entreprises est généralisée. Pour que la croissance économique décolle mieux, la force du secteur des entreprises doit se répercuter sur celui des ménages par l'amélioration des salaires et de l'emploi. En attendant, l'élimination de la déflation exige qu'on s'occupe de plusieurs problèmes structurels comme le nombre décroissant mais toujours grand de prêts non productifs, la situation financière fragile des secteurs publics et privés et la nécessité de restructurer les entreprises.

Dans d'autres économies développées, la forte appréciation des monnaies par rapport au dollar des États-Unis a nui à l'*Australie*, au *Canada* et à la *Nouvelle-Zélande*, y rendant les conditions monétaires plus restrictives que ne l'indiquent leurs taux d'intérêt intérieur. Après un ralentissement en 2003, on pense que la croissance du PIB au Canada reprendra en 2004, appuyée par ses taux d'intérêt bas et la reprise de ses exportations. En Australie, la consommation, la construction résidentielle et l'investissement des entreprises s'accroissent fortement. Parallèlement, les exportations nettes ont commencé aussi à s'améliorer. Mais on pense qu'à la fin de 2004, la croissance du PIB devra ralentir en raison de l'augmentation de l'endettement des ménages, des prix immobiliers et du déficit extérieur. De même, en Nouvelle-Zélande, après une croissance moyenne de 3,7 % par an depuis cinq ans, on pense que l'économie se modérera en 2004-2005, surtout si les prix immobiliers reculent et si l'immigration nette diminue.

En *Afrique*, on pense que la croissance du PIB s'accélérera en 2004-2005, plusieurs pays augmentant leur production agricole et industrielle, et que la demande intérieure augmentera grâce aux dépenses accrues des consommateurs, à la croissance de l'investissement – étranger direct notamment – et aux dépenses publiques, prudemment accrues, dans de plus en plus de pays. Par ailleurs, un environnement extérieur plus encourageant, avec des prix plus élevés pour les produits de base et une demande accrue pour les exportations africaines, devrait améliorer les perspectives de nombreux pays de la région. Mais, en 2005, on verra s'amenuiser les fortes exportations actuelles de produits de base pétroliers et non pétroliers, ainsi que celles des biens manufacturés vers l'Union européenne (UE) et les États-Unis découlant à de meilleurs accords d'accès aux marchés.

Les perspectives à court terme pour l'Afrique sont favorables sauf chocs graves pour la production interne liés à l'offre, comme des conditions climatiques nuisibles à l'agriculture ou, pour les pays importateurs de carburant, la persistance de la flambée des prix du pétrole.

Alimentée par le commerce international, source traditionnelle du dynamisme de la région, la croissance économique s'accélère en *Asie de l'Est*. Au second semestre 2003, la reprise a été amorcée par l'affermissement de la demande aux États-Unis et la relance mondiale des marchés des produits de technologie de l'information et des communications (TIC). Alors que l'élan donné par la forte croissance de la Chine s'amplifie, la reprise au Japon, meilleure que prévue, a renforcé la croissance de la région, provoquant une expansion rapide du commerce intrarégional. Entre temps, appuyés par des mesures expansionnistes, par la remontée des prix boursiers et par la confiance renaissante, la consommation privée et l'investissement des entreprises se sont encore renforcés, avec une reprise généralisée dans le secteur des services et des biens manufacturés. De plus, dans un nombre grandissant d'économies d'Asie, les importations ont récemment commencé à dépasser les exportations, indiquant une contribution accrue à la reprise dans le reste du monde. Par contre, l'amélioration du marché du travail a été relativement faible. L'inflation reste calme dans la région et le petit nombre d'économies qui ont connu la déflation par le passé l'ont inversée ou rectifiée. La flambée des prix des produits de base et les interventions de l'État sur le marché des devises semblent avoir augmenté la pression inflationniste sur certaines économies, ce qui fait prévoir le retrait progressif des stimulants publics.

Après sa reprise en 2003, on pense que la croissance de l'*Asie du Sud* se renforcera encore en 2004, avec un meilleur équilibre entre pays et secteurs. L'activité extérieure de la région a été forte : tandis que l'essor extraordinaire des exportations du Pakistan en 2003 s'est ralenti avec le déclin des effets, sans lendemain, de l'augmentation des quotas pour les textiles, les exportations et les importations de l'Inde augmentent fortement, les produits et services liés aux TIC animant ses exportations. L'appréciation des monnaies de la région par rapport au dollar des États-Unis ne semble pas jusqu'ici en avoir ralenti fortement les exportations mais, avec la reprise de la demande intérieure, elle a stimulé l'importation. Le tourisme international, particulièrement important pour les économies du Népal et de Sri Lanka, s'est aussi amélioré dans la région, et la relance du secteur agricole (à l'exception de Sri Lanka) y a relevé les revenus.

Les perspectives économiques de l'*Asie occidentale* sont encore grevées par sa situation géopolitique, notamment en Iraq et dans les relations entre Israël et la Palestine. Depuis la mi-2003, l'amélioration économique de l'Iraq a été laborieuse, la production et les exportations pétrolières augmentant peu à peu; mais l'insécurité et une nuée d'autres difficultés et d'incertitude persistent et le retour à la normale économique et politique dans le pays risque fort d'exiger plus de temps et de ressources que prévu. Parallèlement, le conflit entre Israël et la Palestine s'est aggravé. Le seul signe propice pour la région, surtout pour les économies exportatrices de pétrole, est l'augmentation de son prix, elle-même réduite par la dépréciation du dollar des États-Unis. On pense que la croissance du PIB pour la région dans son ensemble ralentira de 2,8 % en 2004 pour s'accélérer légèrement en 2005.

Les perspectives économiques à court terme pour l'*Amérique latine et les Caraïbes* continuent de s'améliorer. Après une récession en 2001-2002, l'élan de la reprise du second semestre 2003 s'est poursuivi en 2004. La relance cyclique mondiale s'est traduite par des conditions externes plus favorables pour la région : la demande plus forte en Amérique du Nord, au Japon et en Chine et la forte augmentation du prix des produits de base ont stimulé la croissance de ses exportations. Par ailleurs, la dépréciation du dollar des États-Unis et l'assouplissement des régimes de taux de change ont permis à la plupart des pays de détendre leur politique monétaire : dans beaucoup, les taux d'intérêt sont plus bas que depuis des années. Parallèlement, la confiance des investisseurs continue de s'améliorer, comme on le voit dans la revalorisation des actifs et dans la réduction des écarts de la dette souveraine. Pour la première fois depuis des décennies, la balance des comptes de la région est excédentaire. Tous ces progrès font espérer une croissance relativement modeste mais continue en 2004-2005. Cela dit, des risques menacent la région : sa vulnérabilité aux vicissitudes des prix des produits de base, le resserrement de la politique monétaire aux États-Unis, les difficultés éventuelles du service de la dette extérieure et les tensions politiques dans certains pays.

Après l'accélération de 2003, les perspectives pour 2004-2005 restent robustes pour les économies de la *Communauté d'États indépendants (CEI)*. La vigueur économique de la région s'appuie sur une conjoncture intérieure améliorée, une production, des exportations et des prix du pétrole et du gaz en hausse, et un investissement étranger accru. Autre facteur de croissance : la confiance plus grande des consommateurs et des investisseurs, due largement à la stabilisation politique et au progrès des réformes publiques. La consommation des ménages a bien repris, renforcée par l'augmentation des salaires réels et des pensions. L'investissement s'est aussi accéléré mais il reste concentré dans le secteur de l'énergie. Appuyée par l'expansion rapide des autres grandes économies, la Fédération de Russie reste le moteur de la croissance régionale. Mais si les prix du pétrole faiblissent, la croissance en 2004 risque de ralentir par rapport à 2003 où son taux était de plus de 7 %. La diversification de la croissance économique au-delà de la forte dépendance envers le pétrole et le gaz exigera des progrès continus dans d'autres secteurs. La grande question est de trouver un équilibre entre la stabilité macroéconomique et la mise en œuvre de réformes pour une croissance à plus long terme.

Les perspectives économiques de l'*Europe centrale et orientale* continuent de s'améliorer. Grâce surtout aux meilleurs résultats de l'économie polonaise, la croissance de la région s'est accélérée en 2003, animée désormais par les pays de l'Europe du Sud-Est. On pense qu'avec l'augmentation de la demande extérieure, cette accélération persistera en 2004. On s'attend à ce que la croissance plus forte de l'Europe du Sud-Est bénéficie de taux d'investissement élevés, liés à la privatisation en cours et à la modernisation des moyens de production; on s'attend aussi à la reprise de l'investissement en Europe centrale, surtout en Pologne, où la condition financière des entreprises s'améliore. Dans plusieurs pays, la politique monétaire s'est assouplie depuis un an, en partie du fait de l'appréciation des monnaies, mais les pressions inflationnistes qui s'accumulent, ne permettent guère plus d'expansion monétaire. La plupart des économies de la région ayant de grands déficits budgétaires, les politiques fiscales continueront d'y viser la consolidation. Les risques à envisager sont l'érosion, en Union européenne, de la confiance des entreprises, qui d'ailleurs aura peut-être du bon pour la région si certaines en viennent à y installer une partie de leur production par mesure d'économie. En

prévision de son entrée dans l'Union européenne, chacun de ces pays doit, dans sa politique économique, élaborer une stratégie systématique pour réduire au maximum l'impact négatif de l'application des règles et règlements de l'Union (par exemple la nécessité d'éliminer peu à peu les subventions à la production et d'abolir les traitements fiscaux préférentiels pour les investisseurs étrangers).

Dans les *États baltes*, la croissance restera robuste en 2004-2005, preuve du succès des politiques structurelles de grande ampleur et des progrès de la stabilité macroéconomique. La croissance rapide des salaires et l'expansion du crédit à la consommation ont contribué à une forte croissance de la consommation privée, et la formation brute de capital fixe est en plein essor. L'adhésion à l'Union européenne sera bénéfique à long terme pour ces pays mais les incertitudes liées à leur entrée dans l'Union risquent d'entraîner des risques à court terme.

L'élargissement de la reprise en 2003 se manifeste dans l'augmentation du nombre de pays dont la production par habitant a crû de plus de 3 % et dans la légère diminution de ceux où elle a baissé (voir tableau I.2). Les pays en transition ont fait encore mieux qu'en 2002, leur production par habitant ayant grandi partout et, dans la plupart d'entre eux de plus de 3 %. Bien que le nombre de pays d'Afrique dont la production par habitant a crû d'autant ait augmenté en 2003, la majorité des habitants de la région vivent dans des pays où la croissance était trop inférieure à ce chiffre à long terme pour réduire de beaucoup la pauvreté. Près du quart de la population africaine vit dans des pays où la production par habitant a décliné en 2003. En Asie occidentale, où la situation d'ensemble s'est améliorée, on a vu une dichotomie plus prononcée entre pays exportateurs et importateurs de combustibles, la plupart des premiers dépassant le chiffre de 3 % et la plupart des derniers enregistrant des chutes de la production par habitant en 2003. En Asie du Sud et de l'Est, les quatre cinquièmes de la population vivaient dans des pays, notamment la Chine et l'Inde, où la production par habitant a crû de plus de 3 % en 2003; la proportion de la population régionale vivant dans les trois pays de la région où la production par habitant a diminué était très faible. En Amérique latine, le nombre des pays où la production par habitant a décliné a diminué en 2003 mais la proportion de la population de la région affectée a augmenté : près de deux personnes sur trois vivaient dans des pays où la production par habitant a décliné.

La croissance rapide et continue des deux pays les plus peuplés du monde, la Chine et l'Inde, transforme à plusieurs égards l'économie mondiale (voir encadré I.1 pour le cas de la Chine) à laquelle, ces dernières décennies, ils se sont intégrés progressivement mais activement en combinant judicieusement le dirigisme avec l'évolution vers le libéralisme avec d'autres réformes, tout en différant d'ailleurs profondément dans leurs structures économiques et dans leur cheminement vers une croissance plus forte. Celle de la Chine s'est caractérisée surtout par une expansion rapide des manufactures avec des apports intensifs de matières premières et de main-d'œuvre tandis que l'essor de l'Inde s'est manifesté surtout dans le secteur des services, notamment dans les activités liées aux technologies de l'information et aux services d'appui. La Chine est devenue un grand importateur de matières premières et de pétrole; la demande indienne de pétrole a augmenté aussi mais moins. Dans ses exportations sur les marchés tiers, la Chine est en concurrence directe avec d'autres économies en développement tandis que le succès de l'Inde en technologie de l'information et en délocalisation veut dire qu'elle concurrence de plus en plus la main-d'œuvre qualifiée des économies développées. Les liens économiques de la Chine avec ses voisins sont plus forts et donc potentiellement plus bénéfiques pour

la région que ceux de l'Inde dont les principaux partenaires commerciaux sont les pays développés. Mais l'avenir recèle un potentiel d'intégration économique plus poussée en Asie du Sud et entre l'Asie du Sud et celle de l'Est.

Relance de l'emploi

À quelques exceptions près, la faible croissance de l'emploi affecte la plupart des économies. Il y a deux différents problèmes d'emploi. Le premier est cyclique : l'inaptitude du marché du travail à réembaucher autant que le ralentissement économique antérieur avait licencié tout en absorbant l'augmentation naturelle de la main-d'œuvre. De ce fait, les taux de chômage restent bien au-dessus de la normale. Le second est chronique : la persistance d'un chômage et d'un sous-emploi élevés dans beaucoup de pays en développement (et des pays développés) qu'on ne peut attribuer au cycle économique. Les deux problèmes se posent à beaucoup de pays mais l'accent mis par leurs dirigeants varie de l'un à l'autre.

Tableau I.2

Nombre de pays enregistrant une croissance faible ou forte du PIB par habitant, 2001-2003

	Nombre de pays suivis	Baisse du PIB par habitant			Croissance du PIB par habitant dépassant 3 %		
		2001	2002	2003 ^a	2001	2002	2003 ^a
		Nombre de pays					
Ensemble du monde	146	40	37	34	43	41	52
<i>Dont :</i>							
Pays développés	24	2	4	8	2	3	2
Pays en transition	27	1	1	0	22	22	22
Pays en développement	95	37	32	26	19	16	28
<i>Dont :</i>							
Afrique	38	11	10	11	10	6	12
Asie de l'Est et du Sud	18	7	3	3	4	6	7
Asie occidentale	15	7	7	5	4	3	6
Amérique latine	24	12	12	7	1	1	3
<i>Pour mémoire :</i>							
Pays les moins avancés	41	12	14	14	12	7	11
Afrique subsaharienne	31	10	9	11	8	6	9
	<i>Part^b</i>	<i>Pourcentage de la population mondiale</i>					
Pays développées	14,3	4,7	2,4	3,0	0,2	0,3	0,2
Pays en transition	6,9	0,0	0,1	0,0	5,6	5,4	5,9
Pays en développement	78,8	10,4	8,1	10,6	45,2	29,2	50,2
<i>Dont :</i>							
Afrique	12,8	2,6	2,0	3,0	3,4	1,4	3,0
Asie de l'Est et du Sud	53,4	1,3	1,3	1,0	40,4	25,0	43,7
Asie occidentale	4,0	2,4	1,3	1,2	1,2	2,3	2,7

	Nombre de pays suivis	Baisse du PIB par habitant			Croissance du PIB par habitant dépassant 3 %		
		2001	2002	2003 ^a	2001	2002	2003 ^a
		Nombre de pays					
Amérique latine	8,6	4,2	3,5	5,5	0,2	0,4	0,7
<i>Pour mémoire :</i>							
Pays les moins avancés	10,8	2,1	2,9	3,5	3,7	1,5	4,2
Afrique subsaharienne	7,8	2,5	1,9	3,0	2,7	1,4	1,8

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies; estimations et projections de la population empruntées à *World Population Prospects: The 2000 Revision*, vol. I, *Comprehensive Tables* et corr. (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.01.XIII.8 et Corr.1).

^a Estimations partielles.

^b Pourcentage de la population mondiale en 2000.

Encadré I.1

Conséquences mondiales du poids économique croissant de la Chine

Avec une croissance de plus de 9 % par an depuis plus de 20 ans, on assiste à une montée en puissance de la Chine dans l'économie mondiale^a. Si on ne considère que les flux commerciaux, les relations économiques extérieures de la Chine sont concentrées en Asie, mais si on tient compte d'autres facteurs, elles apparaissent plus diversifiées (voir tableau)^b. Le commerce extérieur de la Chine se développe à un rythme largement plus soutenu que celui des autres pays^c et son intégration rapide à l'ensemble de l'économie mondiale se poursuit donc.

Comme ce fut le cas dans le passé lors de l'essor du Japon et de quelques pays nouvellement industrialisés (NEI), la Chine ne devrait pas être la seule à profiter de sa croissance soutenue et de son ouverture, dont les bienfaits devraient s'étendre au monde entier, dans la mesure où ils devraient être facteurs d'un plus grand bien-être économique mondial et porteurs de synergies pour les autres économies. Toutefois, au vu des enseignements tirés de l'expérience, il est probable que l'intégration rapide de la Chine à l'économie mondiale s'accompagne aussi d'une intensification de la concurrence internationale dans plusieurs secteurs et d'une large redistribution des ressources entre secteurs et pays^d. Par ailleurs, en raison d'un certain nombre de facteurs liés à la taille de la Chine, à sa structure et à ses institutions, il est probable que cette évolution aura un impact mondial plus important que dans les cas du Japon et des NEI^e.

Le facteur de la taille. La population de la Chine, qui représente 21 % de la population mondiale, est largement plus importante que celles du Japon et des NEI combinées. Pourtant, en dépit d'une croissance rapide, la part de la Chine dans le produit mondial brut n'est que de 3,5 %. La Chine a été l'une des principales puissances économiques pendant les 19 premiers siècles de notre histoire, étant à l'origine, pendant toute cette période, d'au moins 20 % de l'économie mondiale. Sa renaissance récente marque peut-être son retour à la position qu'elle a longtemps occupée. Si tel était le cas, la taille de la Chine aurait de vastes conséquences sur la demande et l'offre globales au niveau mondial et sur la balance internationale des biens et des services et les ressources financières.

Les répercussions de la taille de la Chine sont déjà sensibles. Par exemple, la demande de la Chine en matières premières et en énergie a connu récemment une augmentation exponentielle, conséquence de l'essor de la demande intérieure en logements et en véhicules et de la montée en flèche des investissements⁷. En raison de cette évolution et d'autres facteurs, les prix internationaux de nombreux produits de base ont connu une envolée pendant plusieurs années d'affilée. Bien que la Chine n'en soit qu'à la première phase de son industrialisation, il faut

déjà lui attribuer 25 % de la consommation mondiale de fer et d'acier, 30 % de la consommation mondiale de charbon et 20 % de la consommation mondiale de ciment. Ces pourcentages devraient d'ailleurs augmenter. La forte demande de la Chine en matières premières et en énergie profite à de nombreux pays exportateurs, mais la hausse subséquente des prix des produits de base handicape en revanche plusieurs autres économies. À cet égard, on peut se demander si l'offre mondiale de matières premières sera suffisante pour faire face à l'augmentation rapide de la demande d'un aussi vaste pays ou si la croissance de la Chine sera freinée par le caractère limité des ressources mondiales.

Le commerce de la Chine avec le reste du monde, 2003

(En pourcentage)

<i>Région</i>	<i>Part de la Chine dans le commerce mondial</i>	<i>Part de la Chine dans le commerce régional</i>	<i>Part de la région dans le produit mondial brut</i>
Afrique	2,2	6,1	1,8
Asie du Sud-Est (y compris Japon)	54,7	18,0	22,9
Asie occidentale	3,7	6,5	2,7
Europe	18,5	2,8	30,2
Amérique latine	3,2	3,6	6,2
Amérique du Nord	15,8	5,3	34,6
Océanie	1,9	9,5	1,5

Source : ONU/DAEA, à partir de données collectées aux niveaux national et international.

Les conséquences structurelles de cette évolution sur l'économie mondiale sont plus complexes et varient en fonction des pays et des secteurs. Une prodigieuse main-d'œuvre peu qualifiée, de bas coûts du travail^g, la pénurie de terres arables et un taux d'épargne des ménages élevé sont les principales caractéristiques structurelles de l'économie chinoise, qui expliquent l'avantage comparatif dont le pays dispose dans l'économie mondiale en ce qui concerne la production de biens à haute composante de main-d'œuvre. La plupart des économies développées tireront profit de l'importation de produits manufacturés à bon marché en provenance de la Chine et de l'exportation de produits à fort coefficient de capital et de haute technologie en direction de la Chine. Les pays en développement producteurs de matières premières et de produits de base nécessitant de vastes terrains bénéficieront quant à eux de la complémentarité de leur structure avec celle de la Chine, mais d'autres, en particulier ceux qui présentent également une structure à fort coefficient de main-d'œuvre, devront faire face à une concurrence accrue et subiront une pression croissante qui les condamnera à procéder à des ajustements structurels. Certains de ces ajustements, notamment la relocalisation de la main-d'œuvre, peuvent s'avérer coûteux et difficiles à court terme. Toutefois, même si une grande partie des flux d'investissements étrangers directs sont dirigés vers la Chine, on peut penser, au vu de son taux d'épargne élevé, que la Chine sera moins dépendante des financements extérieurs que la plupart des autres pays en développement et qu'elle ne s'engagera donc pas dans une concurrence effrénée au capital mondial.

Les conséquences de l'évolution de la Chine au niveau institutionnel sont également importantes, tant pour le pays lui-même que pour le reste du monde. En dépit des progrès accomplis ces 20 dernières années pour passer d'une économie à planification centrale à l'économie de marché, le cadre économique institutionnel de la Chine demeure différent de celui des autres économies, notamment en ce qui concerne la part importante des propriétés de l'État, la participation directe du Gouvernement aux décisions économiques^h et le sous-développement des systèmes juridique, bancaire et financier. Ces facteurs institutionnels peuvent entraîner des frictions internationales dans le cadre de l'intégration de la Chine à l'économie mondiale, comme on a pu déjà s'en rendre compte à l'occasion de plusieurs différends commerciaux et désaccords sur la question des droits de propriété intellectuelle et lors des récents débats sur la politique de la Chine en ce qui concerne son taux de change.

Face à ces difficultés d'ordre institutionnel, la Chine sera sans doute amenée à accélérer le rythme de ses réformes, comme elle s'est récemment résignée à le faire dans le cadre de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, qui a notamment eu pour effet de réduire certains des écarts entre la Chine et le reste du monde sur le plan institutionnel. Par ailleurs, les autres pays doivent faire preuve de patience à l'égard de la Chine tout en étant conscients des risques associés aux dérapages ou aux écueils potentiels des réformes engagées. Ainsi, les effets conjugués de la fragilité du système financier, de l'implication directe du Gouvernement dans l'activité économique et des investissements excessifs dans certains secteurs pourraient déboucher sur une crise financière en Chine s'ils étaient aggravés par un faux-pas lors de la réforme du régime du taux de change ou du compte de capital, ce qui freinerait la croissance du pays mais aussi celle de l'économie mondiale.

La durabilité de la croissance en Chine sera également menacée par plusieurs obstacles de types économique ou institutionnel, mais c'est l'économie mondiale dans son ensemble qui devrait bénéficier d'une croissance soutenue de l'économie chinoise. Au contraire, le monde entier pâtirait de sa stagnation ou de son instabilité. Toutefois, l'émergence de la Chine présente des défis considérables pour de nombreux pays, dont beaucoup doivent procéder à des ajustements structurels. De tels ajustements peuvent s'avérer coûteux, mais ils peuvent aussi être facilités par un renforcement de la coopération économique internationale, comme l'illustre la collaboration croissante de la Chine avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et l'Afrique. Grâce à la poursuite et au renforcement d'une telle coopération, l'économie mondiale ne subirait pas les répercussions de la montée en puissance de la Chine ni, si tel était le cas, celle de son essoufflement.

^a La Chine a contribué à hauteur d'environ 15 % à la croissance de l'économie mondiale en 2002-2003.

^b Par exemple, le commerce de la Chine avec l'Afrique ne représente que 2,2 % de la totalité des échanges commerciaux du pays, mais ce pourcentage est en fait proportionnel à la part de l'Afrique dans la production mondiale, de 1,8 %. Les relations économiques de la Chine avec le reste du monde apparaîtraient encore plus diversifiées si le facteur de la distance était pris en compte, conformément aux modèles commerciaux gravitaires.

^c En 2003, la part de la Chine dans le commerce mondial atteignait les 7 % et la Chine détrônait le Japon en devenant la troisième nation commerçante au monde. La Chine est le principal bénéficiaire des investissements étrangers directs dans le monde.

^d Ainsi, l'essor de l'économie japonaise dans la période de l'après-guerre s'est accompagné pendant des dizaines d'années d'une escalade des différends commerciaux et de nombreuses craintes de la part des autres pays.

^e On pourra par exemple consulter les études quantitatives suivantes sur la question : Yang Yongzheng, *China's Integration into the World Economy: Implications for Developing Countries*, IMF Working Paper (WP/03/245) (Washington, FMI, décembre 2003); Ma Jun, « China: changing the landscape of the world economy », *Deutsche Bank China Economics*, février 2003; et Global Insight, « China's impact on the world recovery », *Global Executive Summary*, février 2004.

^f En 2003, le rapport entre la consommation d'électricité et le PIB s'est établi à 1,7, celui entre la consommation de fer et d'acier et le PIB était de plus de 2, de même que celui entre la demande de métaux non ferreux et le PIB, tandis que celui entre la demande de ciment et le PIB avoisinait les 2; la moyenne mondiale pour ce type de rapports est d'habitude inférieure à 1.

^g Le taux de salaire dans l'industrie manufacturière en Chine représente environ 5 % de celui des principaux pays développés et moins d'un tiers de celui du Mexique.

^h La Chine s'est engagée dans un vaste processus de décentralisation, mais les pouvoirs publics aux niveaux provincial et local continuent toujours, peut-être plus que jamais, de participer directement à l'activité économique, et sont venus se substituer au gouvernement central qui joue désormais un moindre rôle.

Pour ce qui est des pays développés, les États-Unis sont surtout préoccupés par le fait que la reprise cyclique de l'emploi est plus lente que prévue : le taux de chômage, de 4 % en 2000, a dépassé la barre des 6 % en 2003 pour ne retomber qu'à 5,6 % à la mi-2004³. Au Japon, la stagnation de la croissance pendant les 10 dernières années s'est soldée par une augmentation du taux de chômage à environ 5 %, contre 3 % au début des années 90. Ce taux reste malgré tout peu élevé en comparaison de la situation dans la plupart des pays développés, mais le chômage au Japon est surtout de type structurel (en dépit de certains signes d'amélioration accompagnant la reprise de l'économie). La plupart des pays d'Europe occidentale sont confrontés à un chômage à la fois structurel et cyclique. Les taux de chômage demeurent très élevés dans quelques grandes économies européennes, mais les niveaux actuels sont toutefois sensiblement inférieurs à ceux du milieu des années 90 : il semble que la légère augmentation des taux de chômage ces dernières années à cause de la faiblesse de la croissance économique n'ait pas inversé la tendance à la baisse observée à la suite des réformes lancées dans le domaine de l'emploi au cours de la dernière décennie, mais il sera nécessaire d'approfondir ces réformes pour réduire le chômage.

Le contraste entre la croissance soutenue du PIB et l'atonie continue du marché du travail aux États-Unis a suscité un large débat. Certains observateurs expliquent le caractère hésitant de la reprise de l'emploi par l'accroissement marqué de la productivité, dans la mesure où les entreprises ont profité du rythme rapide des innovations dans le domaine des technologies de l'information et de la communication au cours des 10 dernières années, ce qui leur a permis d'augmenter leur production sans que cela nécessite un véritable apport de main-d'œuvre. D'autres analystes voient dans l'intégration économique mondiale la cause de la faiblesse de la croissance de l'emploi: l'augmentation des importations en provenance des pays en développement aurait provoqué une diminution des créations d'emplois dans le secteur manufacturier aux États-Unis, tandis que les externalisations auraient eu pour effet de limiter les possibilités d'emploi dans le secteur des services.

³ Une forte augmentation du nombre d'emplois salariés a finalement été enregistrée au mois de mars 2004, mais il faut que cette tendance se confirme dans les prochains mois pour qu'on puisse compter sur un réel redémarrage de l'emploi aux États-Unis. Le taux de chômage aux États-Unis est tombé du niveau record de 6,3 % à la mi-2003, à 5,6 % en mars 2004, mais cette amélioration est essentiellement due à une chute du taux de participation de la population active, en particulier chez les jeunes. Le taux de chômage aurait autrement avoisiné les 7 %.

Ces explications sont peut-être partiellement valables aux niveaux des entreprises ou des industries, mais elles ne tiennent pas à l'échelle macroéconomique, dans la mesure où les gains de productivité autorisés par les innovations technologiques ou l'intégration économique internationale ne devraient pas nuire globalement à l'emploi tant que l'évolution de la demande effective suit la croissance de la production. Ainsi, la lenteur de la reprise de l'emploi aux États-Unis n'est pas due aux gains de productivité en eux-mêmes, mais bien plutôt à l'incapacité de traduire rapidement ces gains en une demande effective suffisante.

La situation dans le domaine de l'emploi est encore plus grave dans les pays en développement et les économies en transition, qu'il s'agisse du chômage cyclique ou du chômage structurel. À ce jour, seul un petit nombre de pays d'Asie et de pays en transition ont enregistré une reprise cyclique de l'emploi. Toutefois, le niveau du chômage dans la plupart des pays d'Asie est toujours largement supérieur à ce qu'il était avant la crise financière asiatique des années 90, et les taux de chômage demeurent élevés dans les pays en transition, malgré certains progrès. Dans plusieurs pays d'Asie orientale, déjà fortement industrialisés, le chômage est essentiellement cyclique, mais en Chine et dans d'autres pays d'Asie, où une grande partie de la population vit toujours en zone rurale, la présence d'un important excédent de main-d'œuvre en zone rurale, c'est-à-dire d'un chômage latent, ne laisse d'être préoccupante du point de vue des perspectives à long terme.

C'est cependant en Afrique et dans certains pays d'Amérique latine que les problèmes du chômage et du sous-emploi structurels sont les plus graves. En Afrique du Sud par exemple, le taux de chômage officiel est de 28 %, un chiffre qui ne tient compte que des chômeurs officiels, comme c'est le cas dans la plupart des pays en développement. Le chômage élevé et la faiblesse de la croissance économique dans ces pays sont à l'origine d'un cercle vicieux qui condamne de larges pans de la population à la pauvreté. Les problèmes de chômage structurel sont encore aggravés dans certains de ces pays par des facteurs cycliques et par les conséquences de la réduction du secteur public et de l'assainissement des finances publiques. En plus des problèmes de chômage susmentionnés, on constate dans de nombreux pays un sous-emploi important au niveau du secteur public.

Pour réduire le chômage, ces pays doivent s'engager sur la voie d'une industrialisation soutenue et procéder à des investissements importants en capital humain afin d'améliorer la qualité de la main-d'œuvre. Cependant, il est aussi possible d'obtenir des progrès grâce à un certain nombre de mesures extérieures, par exemple en améliorant l'accès des exportations de ces pays aux marchés des pays développés, en particulier pour les produits à forte intensité de main-d'œuvre. Plusieurs pays africains qui ont bénéficié d'un régime de préférences commerciales de la part de certains pays développés ces dernières années ont déjà pu en observer les effets salutaires sur l'emploi, bien que ceux-ci soient généralement limités au regard de la gravité de la situation dans son ensemble.

Les « fondamentaux » permettent de prévoir un redémarrage cyclique progressif de l'emploi en 2004-2005 sur fond de reprise économique mondiale. Ceci dit, plus le redressement de l'emploi tardera à s'amorcer dans les pays développés et plus le risque d'une rechute dans la crise au niveau mondial sera grand, par suite d'un effritement de la confiance des consommateurs et d'une diminution des dépenses des ménages. Pour éviter ce scénario, les politiques gouvernementales doivent prévoir des mécanismes favorisant la relocalisation des emplois, et

notamment l'offre d'une formation et d'une assistance aux travailleurs qui se trouvent en période de transition à cause de l'évolution des technologies ou de l'intégration économique mondiale. À cet égard, le protectionnisme international, qui est une option parfois envisagée, ne saurait permettre de régler efficacement le problème du chômage.

Juguler l'inflation

Avec la consolidation de la croissance mondiale et la réduction de la capacité excédentaire, on est peu à peu passé de la menace d'une déflation mondiale à un risque d'inflation mondiale.

La crainte d'une inflation est principalement alimentée par une augmentation substantielle du prix de nombreux produits de base. Ainsi, les prix du pétrole, des métaux et des matières grasses ont connu une envolée et ont augmenté de 50 % ou plus en un an, atteignant leur niveau record depuis plusieurs années, même si le prix de certains produits de base, notamment celui des boissons tropicales, a accusé une baisse au premier trimestre 2004. La hausse de la demande mondiale, notamment la forte augmentation de la demande de matières premières et d'énergie en Chine (voir encadré I.1), explique en partie cette évolution. La dépréciation significative du dollar des États-Unis par rapport à d'autres grandes monnaies a probablement également contribué à la hausse des prix des produits de base : pour la plupart exprimés en dollars des États-Unis, ces prix ont en effet tendance à suivre une courbe inverse à celle du taux de change du dollar. Les contraintes liées à l'offre, comme la mauvaise récolte de soja et les mouvements sociaux qui se sont produits dans certaines mines, ont également dopé les prix de certains produits.

Le prix du pétrole est demeuré élevé tout au long de l'année dernière, atteignant son niveau record depuis les 10 dernières années. Bien que la fourchette qu'elle avait initialement fixée, de 22 à 28 dollars par baril, ait été largement dépassée, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) continue d'annoncer des réductions de production, dans un effort pour ajuster les prix à la suite de la dépréciation du dollar des États-Unis. On assiste parallèlement à une augmentation de la demande mondiale de pétrole en raison de l'accélération de la croissance économique mondiale. Par ailleurs, des préoccupations géopolitiques ont amené de nombreux pays à former ou reformer des réserves de pétrole stratégiques, ce qui a encore accru la demande mondiale de pétrole.

Dans l'ensemble, la hausse des prix des produits de base n'a eu jusqu'ici qu'une incidence minime en termes d'inflation, ce qui laisse à penser qu'elle a en large partie été absorbée par les producteurs et les distributeurs au lieu d'être répercutée sur les consommateurs. L'inflation affichée a connu une légère remontée dans un grand nombre de pays, mais l'inflation de base – à l'exclusion des composantes volatiles comme les prix des denrées alimentaires et de l'énergie – est demeurée relativement stable. Les pays auparavant caractérisés par une hausse rapide du niveau des prix, par exemple certains pays d'Amérique latine et les économies en transition, sont parvenus à réduire encore l'inflation. Dans d'autres économies, les pressions déflationnistes se sont dissipées; en Chine, la légère déflation observée ces dernières années a été remplacée par une inflation modérée.

Outre la hausse du prix des produits de base, les autres facteurs inflationnistes potentiels à prendre en compte sont notamment les suivants : la dépréciation du dollar des États-Unis, monnaie dans laquelle sont réalisés une grande partie des échanges commerciaux internationaux; la porosité des interventions des banques centrales sur le marché des changes en réponse à la dépréciation du dollar; les déficits fiscaux relativement importants et croissants dans de nombreux pays; et la surchauffe de l'économie dans certains pays et dans certains secteurs, illustrée par l'explosion du prix du logement dans plusieurs pays et l'expansion du crédit en Chine.

Toutefois, plusieurs forces viennent juguler l'inflation, comme en témoignent les bons résultats obtenus à ce jour dans ce domaine. De nombreuses banques centrales ont axé leur politique monétaire sur le contrôle de l'inflation, avec des mesures souvent d'ailleurs plus strictes que celles qui sont mises en œuvre en cas de déflation. De nombreux pays ont par ailleurs amélioré leur gestion macroéconomique. L'intégration mondiale a eu pour effet d'accroître la concurrence à l'échelle internationale et donc de remettre en question les monopoles⁴. Les innovations technologiques ont autorisé des gains de productivité. Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne les rigidités et les barrières économiques à la suite de la réforme des marchés nationaux et des systèmes commercial et financier internationaux. Grâce à ces facteurs, les anticipations inflationnistes resteront faibles et il devrait être possible de juguler l'inflation mondiale.

Étant donné le caractère pour l'instant peu inquiétant de l'inflation, la politique monétaire mondiale est demeurée flexible, à quelques exceptions près. Si, après un cycle de trois ans, la politique d'assouplissement monétaire mondial semble toucher à sa fin, plusieurs banques centrales ont indiqué qu'elles feraient preuve de retenue en augmentant les taux d'intérêt. On prévoit une augmentation progressive des taux d'intérêt directeurs par les principales banques centrales à la fin de 2004, mais plusieurs pays dans lesquels les effets de la reprise commencent seulement à se faire sentir pourraient maintenir des taux d'intérêt bas pendant encore un certain temps. La difficulté consiste à évaluer le décalage probable entre le lancement de la politique monétaire et ses effets sur l'économie : les banques centrales devront à cet égard faire preuve d'une grande finesse et suivre un plan directeur bien établi. Il sera par ailleurs crucial de procéder de manière progressive et dans la transparence pour éviter une réaction abrupte des marchés financiers, qui pourrait provoquer une augmentation des taux d'intérêt à long terme et ralentir par contrecoup les investissements.

Les politiques budgétaires s'avèrent encore plus délicates dans de nombreux pays. À l'heure actuelle, les orientations budgétaires varient considérablement d'un pays à l'autre. Pour ce qui est des pays développés, la politique budgétaire la plus expansionniste est mise en œuvre par les États-Unis; elle est modérément stimulante à neutre dans la plupart des économies d'Europe occidentale et restrictive au Japon. La politique budgétaire est en revanche stimulante dans la plupart des économies en développement d'Asie, essentiellement restrictive en Amérique latine, et mixte dans d'autres régions en développement et économies en transition. En dépit de ces

⁴ L'augmentation des exportations chinoises a ainsi empêché une flambée des prix des produits manufacturés. La croissance soutenue de la Chine a en revanche contribué à l'augmentation du prix des produits de base, de sorte que l'influence de l'économie chinoise sur l'inflation mondiale est à double tranchant.

disparités, on observe dans le monde entier une tendance à l'augmentation des déficits publics, accompagnée d'une aggravation de la dette publique, à quelques rares exceptions près, dont la Fédération de Russie, qui bénéficie d'un important excédent budgétaire grâce à l'augmentation de ses recettes pétrolières. Plusieurs économies d'Amérique latine ont également accompli des progrès considérables et sont parvenues à dégager un excédent primaire grâce à l'application d'une politique budgétaire plus stricte depuis quelques années. Bien que peu de pays se soient pour l'instant engagés sur cette voie, les politiques budgétaires dans le monde devraient être moins stimulantes en 2004-2005.

Risques et incertitudes

L'amélioration des perspectives de l'économie mondiale à court terme est tempérée par certains risques potentiellement graves. Durant le deuxième trimestre de 2004, le terrorisme international, des préoccupations géopolitiques et l'instabilité politique ont une fois de plus agité leur spectre devant l'économie mondiale. Aucun des événements qui sont à l'origine de cette évolution n'a une échelle mondiale, mais les relations d'interdépendance de plus en plus étroites entre les pays et entre la vie politique et la vie économique expliquent qu'un certain nombre de ces événements aient abouti à un regain d'incertitudes économiques à l'échelle mondiale, qui risque d'avoir un effet paralysant sur la croissance économique future.

Il y a d'abord l'incertitude qui pèse sur le cours du pétrole; celui-ci est monté par degrés rapides, après le début d'avril 2004, jusqu'à un niveau dépassant 40 dollars par baril, son record depuis 20 ans environ. On constate néanmoins que les cours du pétrole demeurent de 30 % inférieurs à leur maximum des années 80, si on les mesure en dollars constants. En outre, une grande partie de l'augmentation des cours du pétrole tient à la dépréciation notable du dollar vis-à-vis des autres grandes monnaies. Mesurés en droits de tirage spéciaux (DTS), les cours du pétrole ne sont pas plus élevés qu'en 2000 (voir figure I.1).

Les augmentations des cours du pétrole ont pour effet de redistribuer du revenu des pays consommateurs de pétrole aux pays producteurs de pétrole et d'un grand nombre de pays importateurs de pétrole à un nombre assez petit de pays exportateurs. Des études quantitatives récentes montrent qu'une augmentation de 10 dollars du prix du baril se traduit par une perte de 0,5 % du produit mondial brut⁵. Si le choc est grave, le ralentissement risque d'être encore amplifié par une série de secousses, indirectes mais plus graves encore, causées par une chute brusque de la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise du fait de la hausse des prix. Les deux principaux chocs pétroliers passés (1973-1974 et 1979-1980) donnent à penser que les conséquences négatives indirectes risquent d'être beaucoup plus amples que les effets directs. Pendant ces chocs pétroliers (à une date où la consommation de pétrole par unité de PIB était beaucoup plus élevée qu'à présent), l'indice de la confiance des consommateurs, aux États-Unis, a baissé de plus de 50 % quand les cours du pétrole sont restés à leurs niveaux les plus élevés pendant 6 à 12 mois environ. Dans les deux cas, cette perte de confiance a entraîné

⁵ Voir, par exemple, Agence internationale de l'énergie : « Analyse de l'impact des prix élevés du pétrole sur l'économie mondiale », mai 2004 (voir à l'adresse suivante, consultée le 15 juin 2004 : <http://library.iaea.org/dbtw-wpd/textbase/papers/2004/high_oil_prices.pdf>).

une récession aux États-Unis, au détriment de la croissance dans le reste de l'économie mondiale⁶. À cette occasion, il n'y a pas eu de perturbations majeures de l'offre de pétrole. Néanmoins, les épisodes antérieurs donnent à penser que si les prix déjà élevés augmentent encore ou même demeurent tels quels pendant un certain temps, la croissance économique mondiale risque d'être nettement ralentie.

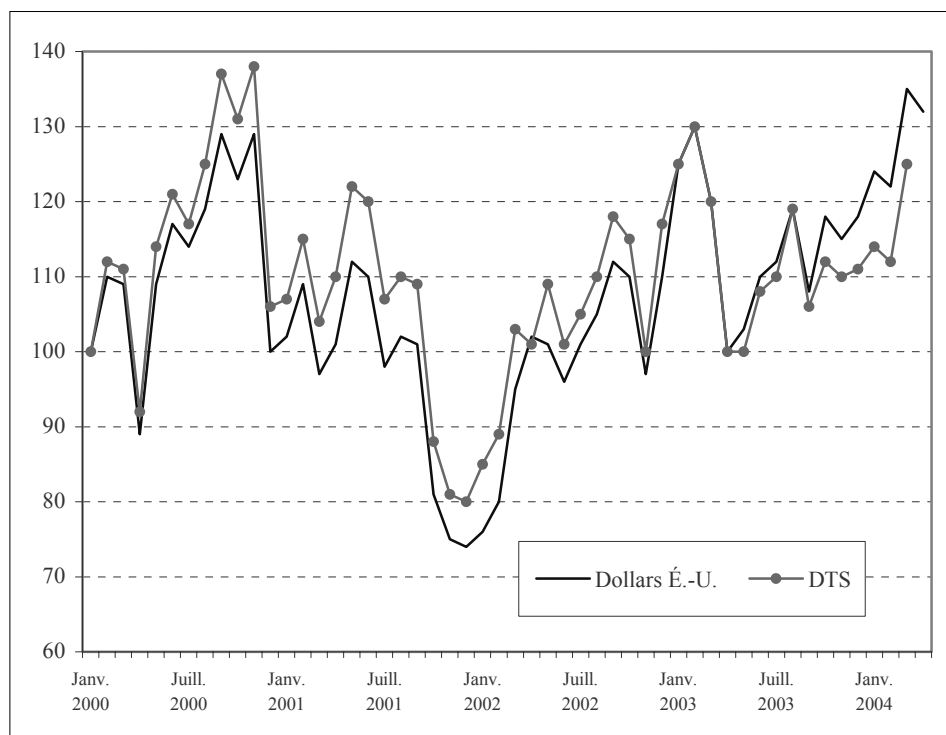
L'impact d'un choc pétrolier varie selon le groupe de pays considéré. Les effets directs sur le revenu de l'augmentation des cours du pétrole dans les pays qui sont des importateurs nets de combustibles dépendent de la part du pétrole de la consommation totale. La plupart des pays développés, les États-Unis en particulier, sont encore les premiers consommateurs de pétrole par habitant, mais les modifications de la structure de la production au profit du secteur des services, une augmentation des rendements énergétiques et le recours plus large à d'autres sources d'énergie ont rendu la plupart des pays développés moins gourmands en pétrole, ce qui réduit l'impact négatif direct d'un choc pétrolier. Mais, l'industrialisation dans beaucoup de pays en développement au cours de la décennie écoulée a au contraire été gourmande en pétrole; en particulier, la consommation de pétrole dans les pays en développement de l'Asie a fortement augmenté, rendant ces pays plus vulnérables qu'auparavant à des augmentations du cours du pétrole; dans plusieurs cas, ces pays ont été plus touchés que d'autres. Par exemple, la consommation de pétrole par unité de PIB en Chine et dans de nombreux autres pays en développement est plus du double de ce qu'elle est dans la plupart des pays développés. Ainsi, pour un choc pétrolier donné, ces pays subiront un effet plus important que durant des épisodes semblables antérieurs. En outre, le renchérissement du pétrole pourrait déclencher l'instabilité financière, par exemple une crise de la monnaie, dans certains pays en développement importateurs de pétrole qui ont déjà d'importants déficits extérieurs.

Certains analystes ont établi un parallèle entre la situation présente et le « choc pétrolier » du début des années 70, qui avait entraîné une très forte contraction de l'économie mondiale. Il y a pourtant une différence importante entre les deux situations : la crise pétrolière des années 70 n'a touché que l'offre, par une perturbation complète de l'offre de pétrole des grands pays producteurs de pétrole; l'augmentation actuelle des cours est due au contraire surtout à une augmentation de la demande. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de perturbation massive de l'offre de pétrole; au contraire, les grands pays producteurs de pétrole ont indiqué qu'ils étaient disposés à tout faire pour répondre à l'augmentation de la demande.

⁶ La plupart des études quantitatives comportent une analyse comparative statique et n'appréhendent donc que la relation linéaire entre les cours du pétrole et la diminution de bien-être, par les effets revenu et les effets de substitution, mais ne peuvent pas prendre en compte l'impact non linéaire résultant de la perte de confiance des consommateurs. Un exercice de simulation effectué par le Département des affaires économiques et sociales donne à penser que s'il y avait la même diminution de la confiance des consommateurs qu'à présent, la croissance aux États-Unis diminuerait de 2,5 points de pourcentage, et on serait alors pratiquement en récession. Les répercussions successives sur l'économie mondiale réduiraient alors de 2 points de pourcentage la croissance du produit mondial brut.

Figure I.1
Les cours du *Brent* en dollars des États-Unis et en droits de tirages spéciaux (DTS) entre le premier trimestre 2000 et le premier trimestre 2004

(Indice : premier trimestre 2000 = 100)



Une série de déséquilibres mondiaux importants et grandissants fait peser sur l'économie mondiale un deuxième type de risque important. Il s'agit d'abord des déficits budgétaire et commercial des États-Unis d'Amérique, étroitement liés, mais aussi de la dégradation des équilibres budgétaires dans beaucoup d'autres pays et, dans certains d'entre eux, d'un endettement privé trop élevé, parfois accompagné d'une forte hausse des prix de l'immobilier. Certains de ces risques seront encore accrus quand les taux d'intérêt monteront à l'échelle mondiale, en particulier si cette hausse est rapide, sous l'effet soit d'une politique monétaire mal conçue, soit d'un effet de panique sur le marché financier.

La dégradation du solde budgétaire, aux États-Unis, entraîne, à l'échelle mondiale, des risques particulièrement grands. Le solde budgétaire de ces pays est en effet passé d'un excédent de plus de 2 % du PIB en 2000 à un déficit d'environ 4 % en 2003. Même les plus optimistes des projections donnent à penser qu'un déficit budgétaire important persistera pendant un temps considérable, sauf infléchissement majeur des politiques suivies.

En stimulant la croissance intérieure, ce déficit budgétaire, aux États-Unis, a fait de ce pays la « locomotive » de la reprise économique mondiale. Plus récemment, des doutes ont été émis sur la possibilité de conserver un tel déficit budgétaire, qui risque d'entraîner une hausse des taux d'intérêt à long terme sur les

marchés financiers mondiaux et, par suite, un ralentissement durable de l'investissement et de la croissance dans le monde. De plus, les liens inextricables entre le déficit budgétaire, le déficit commercial et les taux de change du dollar par rapport à d'autres monnaies signifient que le déficit budgétaire risque d'avoir d'importantes répercussions sur la stabilité de l'économie mondiale.

En ce sens, l'idée que les États-Unis seraient la locomotive de l'économie mondiale se présente sous un jour plus complexe. Cette locomotive est mue par des ressources empruntées au reste du monde : le déficit du compte des opérations courantes des États-Unis, qui est un indicateur de la proportion des dépenses des États-Unis qui est financée par des emprunts à l'étranger, dépasse 5 % du PIB. La viabilité de l'expansion économique des États-Unis est donc étroitement dépendante de la disposition du reste du monde à continuer à prêter aux États-Unis en accumulant des actifs américains, essentiellement des bons du Trésor⁷. Une telle interdépendance entre les États-Unis et le reste du monde n'est probablement pas viable à terme.

L'émergence de nouveaux moteurs de croissance dans l'économie mondiale, comme la Chine et l'Inde, a ajouté un élément de solidité à l'économie mondiale et à celle de nombreux autres pays, mais a également fait apparaître d'autres risques. Ces risques sont associés à la surchauffe dans certains secteurs, dont le secteur financier, encore fragile, en Chine, ainsi qu'à un important déficit budgétaire en Inde. Les importations de ces deux pays deviennent désormais un élément important de la demande sur certains marchés mondiaux, notamment sur ceux de certaines matières premières, et pour certaines régions et pays (voir encadré I.1). Il est très possible que le taux de croissance rapide en Chine, en particulier dans certains secteurs bien précis, finisse par s'essouffler, ce qui ralentirait la croissance de la demande chinoise d'importations. Une contraction soudaine, en particulier si elle se propageait à l'ensemble de l'économie chinoise, aurait d'importantes conséquences négatives dans d'autres pays, surtout dans les pays qui ont profité de la hausse des cours de matières premières entraînée par la demande chinoise. L'Inde est moins intégrée à l'économie mondiale et ses résultats économiques sont donc moins déterminants, à l'échelle mondiale, en particulier pour les pays en développement.

Les pays en développement et les pays en transition restent très vulnérables à ces incertitudes et à ces risques. L'augmentation prévisible des taux d'intérêt ne peut qu'avoir un effet négatif sur les pays en développement actifs sur les marchés internationaux des capitaux, étant donné que la grande majorité de ces pays sont des emprunteurs nets. L'instabilité persistante des taux de change entre les grandes monnaies aura des effets nets différents selon les pays en développement et les pays en transition touchés, certains en retirant des avantages nets, d'autres essuyant des pertes nettes, selon la configuration de leurs échanges commerciaux, le niveau de leur dette extérieure et le niveau de leurs réserves libellées en dollars. Cependant, la plupart de ces pays sont moins bien équipés que les pays développés pour remédier à cette instabilité des taux de change et certains sont donc exposés à un choc à court terme.

⁷ Les banques centrales des pays d'Asie financeraient environ la moitié du déséquilibre extérieur annuel des États-Unis en accumulant des réserves libellées en dollars.

Les pays en développement ont très peu d'influence sur ces évolutions de l'économie internationale et pourtant ils les subissent. Il incombe néanmoins aux pays développés, en particulier les plus importants, de prendre des mesures pour résorber en bon ordre ces déséquilibres mondiaux, et cela donne à penser que la surveillance exercée par les institutions multilatérales, pour le moment, devrait viser principalement les politiques suivies par ces pays. Il est particulièrement important de s'assurer que la résorption des déséquilibres ne compromette pas les efforts de développement des pays les plus pauvres. Il faudra donc s'assurer non seulement de la cohérence de la démarche suivie par les différents pays, mais aussi de la compatibilité des politiques et des mesures visant à rétablir l'équilibre macroéconomique dans l'économie mondiale et celles qui visent à stimuler la croissance et le développement à long terme dans les pays en développement. Il faut tout particulièrement s'assurer que cet ajustement est obtenu par un relèvement de la croissance dans les pays où elle est faible, et non par une réduction de la demande mondiale. Avant tout, il faut éviter que les pays développés se déroberent aux engagements qu'ils ont pris en faveur du développement, dans la Déclaration du Millénaire⁸, dans le Consensus de Monterrey⁹, lors de la Conférence internationale sur le financement du développement, dans le Programme de Doha pour le développement et dans le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Programme de Johannesburg)¹⁰.

Développement : honorer les engagements pris

Indépendamment de la gestion des risques économiques à court terme, les dirigeants mondiaux doivent redonner à la coopération internationale pour le développement la priorité qui lui revient. Il faut d'urgence redoubler d'efforts pour honorer les divers engagements, pris durant les toutes premières années du siècle, d'améliorer le sort de la grande majorité de la population mondiale, qui vit dans les pays en développement.

Faute d'une accélération des progrès obtenus dans l'application de certaines mesures importantes, tant intérieures qu'internationales, déjà universellement acceptées, rares sont les pays en développement – parmi lesquels pratiquement aucun des pays les plus pauvres – qui semblent susceptibles d'atteindre tous les objectifs du Millénaire pour le développement. Il est encourageant, cependant, de constater que la Chine et l'Inde, pays où habitent une forte proportion des gens, qui dans le monde, vivent encore dans la pauvreté, semblent être capables d'atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté, grâce surtout à leur croissance économique rapide. La difficulté est de s'assurer que d'autres pays puissent imiter leur exemple.

À long terme comme à court terme, la priorité doit être d'entretenir la reprise cyclique dans l'économie mondiale, la transformer en une croissance robuste à long terme, et faire en sorte que cette croissance se traduise par une réduction réelle de la

⁸ Voir résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

⁹ *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey, (Mexique), 18-22 mars 2002*, (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

¹⁰ *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002*, (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1 et rectificatif), chap. I, résolution 2, annexe.

pauvreté et par l'accomplissement d'autres objectifs du Millénaire pour le développement. La plupart des pays qui ont le plus de mal à atteindre ces OMD – principalement les pays les moins avancés et la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne – sont tombés dans un « piège de la pauvreté »¹¹. Une très nette accélération de la croissance économique est indispensable dans la plupart de ces pays pour qu'ils atteignent l'objectif élémentaire de réduction de moitié de la pauvreté d'ici à 2015. Une notable amélioration de la croissance économique aurait non seulement l'effet direct d'améliorer les revenus et de réduire la pauvreté, mais aurait aussi pour résultat de transformer l'actuel cercle vicieux du sous-développement en un cercle vertueux de croissance soutenue à moyen terme : une croissance plus rapide dégage des ressources supplémentaires qui permettent d'alléger les pressions qui pèsent actuellement sur ces pays, et contribue ainsi à la poursuite de la croissance.

Dans les petits pays en développement en particulier, l'amélioration des conditions du commerce international pourrait dégager de notables possibilités d'accélérer la croissance, comme le reconnaît la décision collective de lancer une série de négociations commerciales orientées vers le développement. Depuis que cette décision a été prise à Doha en novembre 2001, la traduction de ces bonnes intentions universelles en résultats tangibles n'a que très peu progressé. Il demeure en effet difficile d'obtenir des résultats concrets dans certains domaines essentiels, de sorte que les négociateurs doivent porter leur regard au-delà des détails de tel ou tel problème précis, et dégager les moyens, qui s'écarteront peut-être de la démarche initialement envisagée, de réaliser l'objectif d'ensemble d'un système commercial international qui mène vraiment au développement des pays en développement. Bien que toutes les parties reconnaissent les avantages très sensibles qui résulteraient du succès des négociations commerciales, et leur rapport essentiel avec le développement, ces avantages sont actuellement rognés par le recours à des solutions bilatérales suboptimales, du fait de l'échec des négociations au niveau mondial. Dans les négociations commerciales plus, peut-être, que partout ailleurs, le problème est urgent si l'on veut que la croissance dans les pays en développement les plus pauvres s'accélère pour atteindre le niveau nécessaire à la réalisation de l'objectif de réduction de la pauvreté énoncé dans la Déclaration du Millénaire. Le but poursuivi doit être de s'assurer que les pays en développement ont bien un accès plus large au marché des produits et services qu'ils peuvent exporter.

Introduit par le FMI, un nouveau dispositif de « soutien aux ajustements de balance de paiements liés au commerce » (ce que l'on appelle le mécanisme d'intégration commerciale) est une importante innovation qui cherche à aider les pays en développement à couvrir les coûts à court terme résultant de la libéralisation du commerce; mais c'est là une mesure bien modeste étant donné la nécessité bien plus générale de s'assurer que le commerce international contribue plus largement qu'à présent à la croissance et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Il faut aider les pays en développement à accroître leurs capacités de produire les biens et services qu'ils peuvent exporter et il faut donc les aider à développer leurs capacités d'exporter, avant de leur demander de réduire leurs niveaux de protection. Il est de plus en plus établi que la réduction des niveaux de protection n'entraîne pas automatiquement le développement des capacités

¹¹ Pour en examiner cette notion, voir l'*Étude sur la situation économique et sociale dans le monde, 2000* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.00.II.C.1), deuxième partie.

d'exportation et de liens vigoureux entre les secteurs exportateurs et les activités économiques intérieures qui entraînent une croissance économique rapide.

Il ne sera possible d'atteindre les autres objectifs du Millénaire pour le développement que par une politique sociale bien conçue et surtout par une intervention de l'État qui doit apporter des ressources institutionnelles, physiques, humaines et financières supplémentaires. Le manque général de ressources publiques compromet la réalisation de ces objectifs. Les gouvernements des pays en développement doivent donc continuer à chercher à mieux utiliser les ressources publiques, par un meilleur exercice du pouvoir et par une meilleure administration publique. En outre, ils doivent dégager des ressources financières supplémentaires, dans le pays, par une fiscalité plus efficace et plus rationnelle et par une meilleure intermédiation financière, pour mieux mobiliser l'épargne intérieure. En même temps, le relèvement du taux de croissance économique devrait dégager des ressources supplémentaires qui puissent être affectées au développement, notamment dans le secteur privé.

La mobilisation et l'utilisation efficace des ressources intérieures ne suffiront sans doute pas à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier dans les pays les plus pauvres. À cette fin, les pays en développement doivent obtenir une aide internationale supplémentaire. Une première piste, à cet égard, serait l'allègement de la dette, car celui-ci a pour effet de dégager immédiatement, pour une utilisation intérieure, des ressources financières qui, autrement, seraient transférées à des créanciers étrangers. Le bon achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) est donc d'importance cruciale pour une relance de la croissance dans les pays les pauvres; il faut tout faire pour s'assurer que les pays admis à bénéficier de ces initiatives atteignent bien leurs points d'achèvement avant de mettre un terme à l'Initiative. En même temps, il est largement admis que l'allègement de la dette qu'a permis l'Initiative ne suffira pas à atteindre l'objectif de viabilité à terme de l'endettement, car les indicateurs utilisés pour mesurer la viabilité de la dette reposaient sur des hypothèses de travail relatives à la croissance économique, à la croissance des exportations et aux taux d'intérêt qui se sont révélées trop optimistes. Les partenaires de développement doivent donc veiller à ce, que dans tous les cas, les pays qui parviennent au point d'achèvement reçoivent bien l'aide supplémentaire nécessaire pour assurer la viabilité de l'endettement à terme.

La viabilité de la dette est une notion complexe qui, comme la plupart des autres aspects du développement, doit être examinée en fonction des caractéristiques de chaque pays. Les travaux en cours au FMI et à la Banque mondiale pour affiner cette notion, de ce point de vue, sont donc bienvenus. De même, l'adoption par le Club de Paris d'une plus grande souplesse à l'égard des pays qui connaissent des difficultés d'endettement doit être saluée. Il faut poursuivre l'examen des moyens d'assurer une plus grande variabilité et une plus grande flexibilité dans les instruments de dette, en reliant par exemple les paiements au titre du service de la dette à des modifications de la capacité de payer (peut-être, par l'émission d'obligations indexées sur le PIB ou sur les prix des produits de base). Néanmoins, l'absence d'un cadre multilatéral pour le règlement des crises de la dette demeure une lacune grave de l'édifice financier international.

L'allègement de la dette et la viabilité de l'endettement ne doivent pas faire oublier la nécessité d'accorder des ressources concessionnelles supplémentaires pour le développement, en particulier aux pays les plus pauvres. Les apports d'aide publique au développement ont augmenté ces dernières années et, s'il faut en croire les engagements déjà pris, de nouvelles augmentations de l'APD sont prévisibles à court terme. Les augmentations récentes, cependant, résultent en partie de la dépréciation du dollar et de l'inclusion de mesures d'allègement de la dette et de dépenses en Afghanistan et en Iraq. Les augmentations de l'APD qui sont actuellement prévues, tout en étant tout à fait bienvenues en soi, sont modestes par rapport au volume de ressources qui, selon des estimations très générales, seraient nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Il est encourageant de constater que plusieurs propositions sur la façon d'améliorer la situation, notamment par le financement du quatorzième exercice de reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) et la facilité internationale de financement qui est proposée.

De nombreux pays développés connaissent des difficultés budgétaires qui retentissent sur le moyen terme. Des besoins financiers supplémentaires, en particulier ceux qui découlent du vieillissement de leur population, augmenteront sans doute la pression fiscale, à mesure que les années vont passer, et risquent de compromettre les apports d'aide publique au développement. Cela donne à penser que pour réaliser des objectifs du Millénaire pour le développement, il faut trouver de nouvelles sources potentielles de financement à plus long terme. Il est donc encourageant que le Comité de développement (lors de la réunion du Comité ministériel commun des Conseils des gouverneurs de la Banque et du Fonds sur le transfert de ressources réelles aux pays en développement), à sa session d'avril 2004, a pris une première mesure dans ce sens quand il a demandé un rapport, pour sa session suivante, sur les options qui se présentent et les mécanismes de financement pour mobiliser des ressources supplémentaires (y compris un examen d'une facilité internationale de financement, d'une fiscalité mondiale et d'autres propositions)¹². On peut donc espérer que cela marque la première étape de la formulation d'une stratégie qui assurera un apport nécessaire de ressources non seulement jusqu'en 2015 mais au-delà, de façon que la pauvreté soit non seulement réduite de moitié, mais même complètement éliminée.

Le problème d'une politique collective est à la fois redoutable et susceptible d'être résolu, comme le montrent les progrès déjà accomplis. Il est en effet universellement reconnu que la politique de développement dans les pays en développement, dans tous ses aspects nombreux, s'est notablement améliorée ces dernières années. Des progrès semblables ont été faits par les pays donateurs, qui notamment ont reconnu qu'il fallait que les pays aidés aient le contrôle de leur propre politique de développement pour qu'elle réussisse. En dépit d'un prétendu accès de « lassitude des donateurs », les apports d'APD ont augmenté en 2002 et 2003, et de nouvelles annonces d'aide sont dans la filière. On constate certains progrès – certes encore insuffisants – dans la réduction de l'endettement des pays en développement, en particulier des pays pauvres très endettés (PPTF) et certaines améliorations du traitement de la dette extérieure des pays à revenu intermédiaire.

¹² Voir le communiqué du Comité de développement sur (« une action concertée nécessaire pour accélérer le progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ») IMF Survey, vol. 33, n° 8 (3 mai 2004), p. 122 et 123, septième paragraphe.

Ces progrès indiquent assez que les mesures indispensables sont universellement reconnues et sont réalisables, à condition que la volonté politique nécessaire existe. Le problème, pour les gouvernements des pays en développement comme des pays développés, est de prendre des mesures non seulement à l'échelle nécessaire pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, mais aussi en s'en tenant à un calendrier susceptible de garantir que ces objectifs soient bien atteints à la date retenue de 2015. Ne pas prendre ces mesures serait trahir la confiance que les peuples placent dans leur gouvernement et dans les organisations internationales.
